L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 24 AVRIL 1863

Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX, No. 73 rue de Chartres.

Nouvelle-Orléans :

VENDREDI MATIN, 24 AVRIL.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par le Shérif—A la Bourse des Négociants et des Encheres : Plusieurs réclamations—Aussi : La goélette *Alabama*.

Par le shérif—Continuation de la vente du fonds d'un magasin de musique, pianos, &c. [Au même endroit—

Par G. Lamamont—A son magasin d'encan, rue de Chartres : Chaussures.

Par P. H. Flynn—Rue Bagatelle, entre Grande Hommes et Craig : Le mobilier de la maison.

Par E. M. Boudigny—Le fonds du magasin de M. Coudert, rue St-Philippe, entre Levée et Chartres.

Par R. T. Montgomery—A 10 heures et demie : Le fonds de grocerie au coin des rues Perdido et Bolivar.

Par R. Gutierrez, à la Bourse des Négociants et des Encheres—Une maison face à la rue Dauphine, dans le Deuxième District, et à quatre heures et demie, au coin des rues Conti et Roman—Ma bi a.

Par D. E. Morphy, à 10 heures, en la Levée, en face de la Place Jackson, du chargement—Pavo, bœuf, sel, &c.

Par E. Lamamont, à 10 heures, à son magasin d'encan, rue de Chartres No 64—Marchandises sèches, maroquins et chaussures Campêche.

Par J. B. Crozat, à 11 heures, dans la rue Royale No 31—Meubles et marchandises sèches.

Par Hoffman & Marks, à 10 heures, dans la rue de Chartres No 41—Marchandises sèches et vaisselle, sans réserve. A midi, au même endroit—Marchandises sèches.

Par P. H. Flynn, à 11 heures et demie, à sa salle d'encan, rue Royale No 31—Meubles et liqueurs.

Par R. T. Montgomery, à 12 heures, au coin des rues Lafayette et Magazine—Whisky fin. A midi, dans la rue Tchoupitoulas No 53—Vente à la criée de chaux.

Par R. T. Montgomery, à 10 heures et demie, au coin des rues Magazine et Commune—Graisse, épaules jambons, beurre, mayonnaise, tasses, &c, &c.

Nouvelles par la voie du Sud.

Dans une revue rétrospective des journaux du Sud, du 5 au 15, le *Picayune* a trouvé quelques faits nouveaux, très intéressants, et que nous reproduisons ci-dessous.

Chattanooga, 14 avril—On vient grandement exagéré l'importance de celle livré par Van Dorn à Franklin. La perte des deux côtés n'a pas dépassé 50. Une portion seulement de la batterie Freeman avait été prise et cette portion a été immédiatement reprise.

Le major Dick McCann a inspecté un autre train sur le chemin de fer de Nashville et Chattanooga et trouvé un long train de wagons.

Deux autres canonnières et trois transports ont été détruits par les troupes de Wheeler sur la rivière Cumberland.

Tullahoma, 14 avril—De plus amples rapports provenant du quartier général de Wheeler confirment la capture de deux trains contenant 300,000 "green backs", nombre de prisonniers, dont trois majors, trois capitaines et trois membres de l'état major de Rosecrans. On a calculé que l'ennemi avait perdu 30 hommes tués et 70 blessés. Notre perte est nulle. Nous n'avons eu qu'un blessé.

Traités entre les autorités confédérées et les autorités mexicaines.

Une lettre datée dans le Houston *Telegraph*, sous la date du 27 février, de Brownsville, dit qu'un important traité a été conclu entre le général Bee et J. A. Quitero des Etats Confédérés et le gouverneur Lopez, pour empêcher les mauvais sujets de Texas, en autorisant la poursuite des voleurs et des malfaiteurs sur le territoire mexicain et en accordant le droit de les ramener pour qu'ils soient jugés et punis selon leurs crimes.

L'engagement à Grand Gulf.

Nous n'avions pas encore obtenu de détails sur cet engagement. On ne savait rien sinon que Farragut avait passé devant Grand Gulf avec ses trois navires, qu'il avait essuyé beaucoup le feu des batteries et qu'il n'était effecté d'y répondre tout en poursuivant sa course. Le rapport fort aride, n'avait excité aucun intérêt, mais voici le *Vicksburg Whig* qui révèle tout en ces termes :

Une lettre écrite par un homme qui a participé à cet engagement nous a été obligeamment communiquée. Nous y trouvons que le corps de vigiaux, porté à environ cinq milles au dessus de nos batteries avait manqué de donner le signal convenu à l'approche de Farragut, mais nos artilleurs veillaient et aussitôt qu'ils apercurent la flotille, ils étaient prêts à ouvrir le feu.

L'action commença à 3 heures et demie du soir et ne cessa pas pendant vingt minutes. Il abord vint l'*Hartford*, ayant à sa remorque le *Switzerland*, et nos canons se concentrèrent sur le premier. Le feu fut si terrible qu'il fut bientôt obligé de couper l'amarre qui l'attachait au *Switzerland* et de s'éloigner le plus vite possible. Une bombe de 8 pouces de diamètre éclata sur son pont et depuis lors il ne put se servir de sa machine.

Le *Switzerland* ne tira pas un coup de canon mais il se laissa aller à la dérive, tout en continuant à subir le feu de nos batteries. Ce fut excellent et à en juger par les craquements du bois et les exhortations des officiers de marine qui on entendait distinctement, nos boulets ne durent pas être d'opinion que le *Switzerland* avait été sans inutilité. Un boulet d'enfilade balaya de la poupe à la proue et pendant un moment, il parut être en feu.

Le général commandant a hautement loué la conduite de nos hommes pendant l'action, et particulièrement la rapidité et la justesse de leur tir.

Nous avons reçu hier soir, la dépêche suivante.

Bureau du télégraphe militaire
Département du Golfe,
Nouvelle Orléans, 23 avril 1863.

A l'Abeille—Le *Columbia*, parti de New York le 17, a passé la barre à 5 heures P. M.
L'OPERATEUR.

D'après cette dépêche le *Columbia* devra être ici de bonne heure dans la matinée et nous pourrons donner les nouvelles du Nord dans notre édition du soir.

EXPEDITION A LA RIVIERE AUX PERLES.

L'*Era* publie un long récit sur une expédition qui a été faite à la rivière aux Perles [Pearl River]. L'expédition était composée du 128e régiment de New York et d'une batterie d'artillerie légère. Les Fédéraux partis du fort Pike sur les steamers *J. W. Brown* et *Empire Parish* ont remonté la rivière aux Perles jusqu'à Napoléon où ils ont débarqué. Apprenant que le steamer *A. G. Brooks* était caché à 12 ou 15 milles plus haut, le chef de l'expédition a envoyé un détachement en prendre possession. Outre ce steamer, l'expédition s'est emparée de la goélette *George Washington* et a détruit trois autres goélettes qu'il a été impossible d'emmener. Les fédéraux ont rapporté en outre 10 balles de coton, 103 barils de goudron, 222 barils de résine, 21 caisses de térébenthine et un lot de matelas d'hopital.

Un détachement de cavalerie confédérée avait quitté Gainesville pendant l'arrivée des fédéraux. Le but principal de l'expédition était de se procurer du bois, mais il paraît que les moyens de transport manquent.

LES CROISEURS ANGLO-CONFEDERES.

Dans les débats qui ont eu lieu à la Chambre des Communes sur la question des croiseurs, M. Laird, membre de cette chambre et constructeur de navires, a dit :

"Toute la transaction en ce qui regarde l'*Alabama* a été faite ouvertement et légitimement. Les carabines étaient sur le pont et les affûts de canon que des navires sans canons ; et il avait vu à la douane des manifestes de carabines expédiées aux Etats du Nord par les célèbres maisons Baring, et Brown & Co, de Liverpool. Il vit aussi qu'un plus de 500,000 livres, 341,000 carabines, 26,500 pierres à fusil et 49 millions de cartouches avaient été envoyées aux Etats du Nord, sans compter un quart ou six comme quincaillerie. On lui avait demandé aussi de construire des navires et de les armer pour le gouvernement fédéral fédéral ; mais, et il en fait un éloge bruyant éclats de rire des lettres qui prouvent le fait. Il s'étonne par conséquent des clameurs du Nord et se plaint de l'espionnage du gouvernement fédéral et de ses agents ici et dit qu'il aimerait mieux passer à la prison commune construite dans l'état de Alabama que comme un homme ayant aussi mauvaise conduite classes et exalté les institutions d'un autre pays, institutions qui ont été sans valeur aussitôt qu'elles ont été mises à l'épreuve et qui ont fait de la liberté une mégenie."

RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LE NORD ET LE SUD.

Le président a fait le 31 mars dernier une proclamation dont les considérants portent que l'expérience a montré que les exceptions comprises dans la proclamation du 16 août 1861 étaient un obstacle à l'application de la loi du 13 février de la même année qui réglemente les relations commerciales autorisées avec les citoyens fidèles des Etats en rebellion.

La nouvelle proclamation révoque les exceptions antérieures et elle déclare en insurrection les habitants de la Georgie, les deux Carolines, les Tennessee, de l'Alabama, de la Louisiane, du Texas, de l'Arkansas, du Mississipi, de la Floride et de la Virginie, excepté la Virginie Occidentale, la Nouvelle-Orléans, Port Royal et Beaufort. En conséquence, toutes relations commerciales, non expressément autorisées, avec ces régions, doivent cesser, les vaisseaux et les marchandises de ces provenances qui y seraient destinées, seront soumises à la confiscation.

Conformément à cette proclamation, le ministre des finances vient de publier une circulaire annulée par la suspension des reglements qui avaient été en vigueur jusqu'à ce jour. Les ministres de la guerre et de la marine ont à leur tour donné chacun en ce qui concerne son département, les ordres nécessaires pour l'exécution de la susdite proclamation.

Les nouvelles règles posées par le ministre de la guerre et les ordres donnés par ses collègues, sont le résultat d'abus scandaleux et intolérables. Il s'agissait de prévenir les envois d'armes et de munitions de guerre aux rebelles—et ce but est atteint. Il est interdit pour les admis de l'emploi.

Le ministre de la guerre défend positivement à tout officier de l'armée de prendre une part quelconque au commerce des cotons et de part quelconque au commerce des cotons et de toute autre denrée avec les habitants dissipés ou tous autres individus en état de rebellion. Cette défense, ils entourent un mandement spécial ne vient contrebalancer, une telle latitude pendant l'avenir qu'elle l'a été depuis le passé.

[Messager France Américain.]

CHRONIQUE LOCALE.

THEATRE DES] BOUFFES LOUISIANAIS représentation de dimanche prochain, à la salle d'Orléans, de la charmante opérette de Fatew, *Pianella*, de deux vaudevilles, *Les deux gouttes d'eau* et *Mme et Mr Pinchon*, et d'un intermède musical.

COUR PROVISOIRE DES ETATS-UNIS—*Jeudi matin*—MM. C. W. Campbell et Thos J. Walton ont été autorisés à plaider dans cette Cour après avoir prêté le serment.

Smith contre Millaudon—M Emerson n'ayant pas accepté la nomination de referee, MM Durant et Hunt ont prié le juge d'en nommer un autre.

Maloy contre Allen et Labranche—M. Durant a demandé que l'ordre de séquestre fût écarté, en se fondant sur ce que le cautionnement et l'affidavit sont insuffisants, que les faits ne donnent pas au demandeur le droit de séquestre—La question a été soumise au tribunal.

Les Etats-Unis contre G. A. Breaux et les Etats-Unis contre Wm Barrett, affaires de séquestre—Remises à lundi prochain.

A. J. Butler contre Bristt, Davis & Shouse—L'affaire est remise au 1er mai

—Emerson contre Guillotet—M. Durant s'est reservé le droit d'interroger un des témoins, M. Taylor, qui est malade en ce moment—M. Emerson avait plusieurs billets portant la signature de M. Guillotet et garantis par hypothèque spéciale sur des propriétés situées dans le Troisième District de cette ville.

Ce dernier, que le sergent Alexander, de 26e régiment du Massachusetts, accusait d'avoir tiré sur deux propos seditieux en face de la Place Lafayette, a été condamné à $10 d'amende. Il avait d'abord été condamné à $30, mais l'amende a été diminuée parce qu'il a dit qu'il était pauvre.

REMISE DE LA COUR—La cour qui devait avoir lieu hier est remise, en cause du mauvais temps, au mardi 28 du courant.

DESORDRES AU THEATRE DES VARIETES—La représentation qui a eu lieu hier des Variétés a été troublée pendant soir par une entrée tumultueuse et qui a un moment causé une très vive inquiétude dans la salle. Nous allons remuer bientôt les comptes rendus publiés hier.

La représentation était au bénéfice de M. Reyer, et la liste des pièces choisies avec un tact modérent le "Hail Columbia." L'orchestre n'ayant pas joué cet air immédiatement, le bruit augmenta et l'alarme se répandit dans la salle. Le Dr Dostie montant sur une chaise fit connaître que les ennemis, en majorité au théâtre, voulaient que l'air de "Hail Columbia" fut joué. Le directeur, M. Baker, se présenta et dit qu'il avait promis aux autorités de ne point faire jouer d'airs patriotiques. "Vous mentez" répondirent plusieurs voix. M. Hughes, juge de la Cour prévôtale déclara que l'assertion de M. Baker était fondée. Mais le bruit continuant, l'air fut joué, et la représentation poursuivie sans cesse.

A la fin du 2nd acte, le "Hail Columbia" fut de nouveau demandé, mais les musiciens de l'orchestre n'étaient plus à leur poste, ce qui semblait accroître l'exaspération d'une partie du public. Un individu enfanha la rampe et menaça un des acteurs, M. Bowers, qui, ayant l'épée au côté, la dégaina. A ce moment, un officier supérieur, accompagné d'une escouade de soldats, entra dans la salle, arrêta la personne qui avait essayé de lédé la rampe et ordonna aux spectateurs de se disperser.

Le général Bowen, pendant que les faits que nous venons de relater se passaient, avait adressé à M. Baker l'ordre suivant

" A M. Baker, Directeur du Théâtre des Variétés.

" Vous me dit que vous avez refusé de faire jouer des airs nationaux dans votre théâtre, à la demande du public, parce que le Maire de la ville vous l'avait défendu. Un pareil ordre ne saurait être reconnu ni considéré comme valide en présence de l'arrêté de Ses Etats-Unis. Vous ferez donc jouer ce soir, avant que le public quitte votre théâtre les airs nationaux " Hail Columbia", " Star Spangled Banner " et " Yankee Doodle."

JAMES BOWEN, Brigadier-général.

(Communiqué)

République polonaise.

En pointant sur la carte les monts Krapaks et le fleuve Oder au couchant, le Dniéper et la Dwina au levant, la Mer Noire au midi et la Baltique au nord, nous aurons les frontières qui, depuis le 13me siècle jusqu'au 18me, ou pendant cinq cents ans consécutifs, c'est-à-dire depuis l'avènement au trône de Wadislas Jagellon ou la réunion de la Lithuanie à la Pologne, jusqu'au 25 novembre 1795, jour de l'abdication de Stanislas Auguste Poniatowski, dernier roi de la Pologne, formaient cet ancien royaume alors subdivisé en provinces : la Grande Pologne, la Petite Pologne et la Lithuanie. La Lithuanie, jointe au royaume de Pologne en 1386 par Jagellon, son premier règnant, contenait les provinces de Volhynie, Podolie, Samogitie, Pskow, Novogorod, Russie-Blanche et Noire, Ukraine, les Terres des Cosaques et le Perocop Tartare ; on pourrait dire tout cet immense pays qui s'étend depuis le Bog jusqu'au Volga.

Le royaume de Pologne comptait parmi ses ports et ses cités : Riga, Smolensk, Kiéow, Odessa, Ramieniel, Suczawa, tout le long des Krapacks ; ensuite Biala ou Bielitz, Breslau, Stettin et Dantzig. Toutes ces villes avec leurs territoires, villages, lacs ou montagnes portent leurs noms naturels en langue polonaise ; cependant sur quelques cartes géographiques on avait changé leurs noms propres pour y substituer ceux de la langue de l'auteur de la carte, comme également à l'époque la seule monnaie courante, mais on n'en avait pas fait une monnaie légale. M. Guillotet se plaignit à M Norbert Trepagnier, qui remplissait alors les fonctions de maréchal-prévôt sur la rive droite du fleuve. M. Emerson fut arrêté et fondit devant lui. Il refusa encore d'accepter des billets confédérés et fut envoyé en prison où il devait rester jusqu'à ce qu'il les reçût. Ayant été malade avant son emprisonnement, et s'étant aux larmes de sa famille et de ses amis, il finit par accepter les billets. L'hypothèque fut annulée par le défunteur, qui donna aussitôt une autre hypothèque de $7400 en faveur d'un autre que le demandeur assura d'avoir été informé de ces procédures. M. Emerson demande que cette seconde hypothèque soit déclarée nulle pour la légalité de la même sorte reconnue—Le défendeur répond que les actes dont se plaint M. Emerson sont ceux des autorités *de facto* d'alors, et il ne demande rien à la somme réclamée.

AVIS—M. Cuthbert Bullitt, agent spécial du Département du Trésor et collecteur de la Douane, annonce, ce matin, par une note dans cette feuille, qu'en vertu d'un ordre du Secrétaire d'Etat, que la signature de l'officier commandant sa station. M Bullitt voit que le monopole qu'ont exercé jusqu'ici les fournisseurs disparaisse.

—Un avis qui a trait aux personnes qui partent pour des ports étrangers déclare qu'il ne sera accordé de permis pour le laissez passer ou présentation de passeports signés par les autorités militaires, et contresignés par les consuls.

COUR PRÉVÔTALE—*Jeudi matin*—Le jugé a ordonné de ramener à la maison de refuge de Jas A Dell, jeune garçon, qui s'en était échappé.

Adams Miller, propriétaire d'un café du 4me District, était accusé de ne s'être pas conformé à l'ordre du Maire en débitant de la bière le dimanche, après neuf heures du soir. Le jugé a été prouvé, après quoi la défense a soutenu que Miller avait le droit de tenir son établissement ouvert jusqu'à deux heures du matin, qu'il n'y a pas d'ordonnance qui l'oblige à fermer ses portes plus tôt et qu'un ordre du maire seulement ne suffit pas.

Un autre membre du barreau a dit que le colonel French avait informé plusieurs propriétaires de cafés qu'ils pouvaient vendre de la boisson par bouteille mais non par verre. La magistrat ne s'est pas encore prononcé sur ce point.

Chas Wagemore et Jas Davis ont été condamnés chacun à $30 d'amende pour avoir chanté le "Bonnie Blue Flag". Un rat répondu qu'ils avaient chanté le "Star Spangled Banner" et "Erin go brough."

CHAS. LEE, que le sergent Alexander, du 26e régiment du Massachusetts, accusait d'avoir tiré un de propos seditieux en face de la Place Lafayette, a été condamné à $10 d'amende. Il avait d'abord été condamné à $30, mais l'amende a été diminuée parce qu'il a dit qu'il était pauvre.

REMISE DE LA COUR—La cause qui devait avoir lieu hier est remise, en cause du mauvais temps, au mardi 28 du courant.

DESORDRES AU THEATRE DES VARIÉTÉS—La représentation qui a eu lieu hier des Variétés a été troublée pendant soir par une entrée tumultueuse et qui a un moment causé une très vive inquiétude dans la salle. Nous allons remuer bientôt les comptes rendus publiés hier.

La représentation était au bénéfice de M. Reyer, et la liste des pièces choisies avec un tact modérent le "Hail Columbia." L'orchestre n'ayant pas joué cet air immédiatement, le bruit augmenta et l'alarme se répandit dans la salle. Le Dr Dostie montant sur une chaise fit connaître que les ennemis, en majorité au théâtre, voulaient que l'air de "Hail Columbia" fut joué. Le directeur, M. Baker, se présenta et dit qu'il avait promis aux autorités de ne point faire jouer d'airs patriotiques. "Vous mentez" répondirent plusieurs voix. M. Hughes, juge de la Cour prévôtale déclara que l'assertion de M. Baker était fondée. Mais le bruit continuant, l'air fut joué, et la représentation poursuivie sans cesse.

A la fin du 2nd acte, le "Hail Columbia" fut de nouveau demandé, mais les musiciens de l'orchestre n'étaient plus à leur poste, ce qui semblait accroître l'exaspération d'une partie du public. Un individu enfanha la rampe et menaça un des acteurs, M. Bowers, qui, ayant l'épée au côté, la dégaina. A ce moment, un officier supérieur, accompagné d'une escouade de soldats, entra dans la salle, arrêta la personne qui avait essayé lad